

LA FLAGRANCE FISCALE

Pour un contrôle fiscal plus efficace



A l'instar de tout pays soucieux de moderniser son système fiscal, l'Algérie œuvre à ce que le sien soit attractif et constamment adapté aux exigences socioéconomiques du pays tout en veillant à la répartition équitable de la charge fiscale sur l'ensemble des contribuables, la sauvegarde des intérêts du trésor public et l'instauration du civisme fiscal.

Partant du fait que le système fiscal algérien est un système essentiellement déclaratif, par lequel les contribuables déclarent eux mêmes les bases imposables, une panoplie de procédures de contrôle ont été instituées afin de s'assurer de la véracité des déclarations souscrites et d'opérer, le cas échéant, les rectifications et les sanctions qui s'imposent.

En effet, certains contribuables malintentionnés continuent à user de différentes manœuvres tendant à

échapper aux impositions qui seraient normalement dues, notamment l'exercice d'activité occulte, l'achat ou la vente sans facture, le détournement d'avantages fiscaux...etc.

Pour contrecarrer ces pratiques, l'administration fiscale se dote constamment de nouvelles procédures afin de lutter efficacement contre ces phénomènes préjudiciables au trésor public.

C'est dans ce sens que la procédure de flagrance fiscale a été instituée par la loi de finances complémentaire pour l'année 2010 dans ses articles 7 et 18 et renforcée par l'article 12 de la loi de finances pour l'année 2013.

Cette procédure offre à l'Administration fiscale des moyens plus efficaces et plus coercitifs pour endiguer la fraude et l'évasion fiscales en la munissant d'un cadre juridique lui permettant, lors de l'exercice des droits de visite, d'enquête,

de saisie... etc., d'intervenir et de stopper une fraude fiscale en cours et de constater le flagrant délit de fraude, avant même l'échéance des obligations déclaratives.

Consécutivement à ce constat, le contribuable, en présence de sérieuses présomptions de fraude et après l'aval de l'administration centrale, fera l'objet d'un procès verbal de flagrance fiscale.

Etant une procédure nouvelle, ce numéro de la lettre de la DGI se veut surtout une vulgarisation de la flagrance fiscale dans ses dimensions définitionnelle et procédurale ainsi que les garanties qui en découlent au profit des contribuables pour éviter tout abus de droit.

A.RAOUYA

DGI

S o m m a i r e

 **La flagrance fiscale**

 **Les garanties offertes aux contribuables**

 **La mise en œuvre de la procédure de flagrance fiscale**

 **Le chiffre de la lettre**

 **Les conséquences de la procédure**

 **Bon à savoir**



La fragrance fiscale

Un instrument de contrôle pour de meilleurs résultats

1. QU'EST CE QUE LA FLAGRANCE FISCALE ?

La fragrance fiscale est une procédure de contrôle non autonome qui s'effectue dans le cadre des droits de visite, d'enquête, de saisie, de communication ou de contrôle, et qui permet à l'administration fiscale d'intervenir pour stopper un délit de fraude fiscale en cours lorsque suffisamment d'indices sont réunis en intervenant avant même l'échéance des obligations déclarative .

2. QUELS SONT LES CAS DE DELIT DE FLAGRANCE FISCALE ?

Sont considérés comme étant des cas de fragrance fiscale les faits énumérés ci-après :

- Exercice d'une activité sans se faire recenser par les services fiscaux ;
- Délivrance de factures, bons de livraison ou tous documents ne correspondant pas à des marchandises ou des services réellement livrés ;
- Commission d'infractions d'achat et de vente sans factures, de marchandises quel que soit leur lieu de détention, de stockage et d'entreposage ;
- Présentation de documents et de pièces comptables qui privent la comptabilité de sa valeur probante, l'utilisation de logiciels de comptabilité aux fins de fraude ;

- Commission d'infractions liées à la législation et la réglementation commerciale et du travail telle que la dissimulation du travail ;
- Détournement des avantages fiscaux accordés au titre des régimes particuliers.



3. QUELS SONT LES OBJECTIFS DE LA PROCEDURE DE FLAGRANCE FISCALE ?

Les objectifs de la procédure de fragrance fiscale varient du constat de la fraude fiscale jusqu'à la sécurisation des recouvrements en passant par un contrôle très rigoureux des activités éphémères.

a. Constater et stopper une fraude en cours :

L'administration fiscale qui se trouvait dépourvue d'un support juridique lui permettant de corriger des situations manifestement frauduleuses constatées lors de l'exercice de ses droits de visite, de saisie, d'enquête de communication et de contrôle, est désormais, bien armée par la procédure de la fragrance fiscale qui lui donne la latitude de parer à toute manœuvre frauduleuse organisée par le contribuable en temps réel.

b. Contrôler les activités éphémères :

A travers cette nouvelle procédure, l'administration pourra agir efficacement face aux sociétés éphémères constituées dans le seul but d'évasion fiscale. En effet, elle permet de contrôler une période d'imposition qui n'est pas achevée en intervenant avant même l'expiration du délai relatif aux obligations déclaratives.

c. Renforcer le recouvrement :

En outre, elle permet à l'administration de sécuriser le recouvrement des créances fiscales futures en contrecarrant l'organisation d'insolvabilité par les contribuables fraudeurs et ce, par l'établissement d'un procès-verbal de fragrance fiscale ainsi que la possibilité de procéder à une saisie conservatoire des biens.



La mise en œuvre de la procédure de flagrance fiscale

1. CONSTATATION DU FLAGRANT DELIT DE FRAUDE FISCALE :

Dans la mesure où la procédure de la flagrance fiscale n'est pas une procédure autonome, le constat du délit de fraude fiscale intervient dans le cadre des procédures déjà existantes, à savoir, les droits de visite, de saisie, d'enquête, de communication et de contrôle.

En effet, les agents de l'administration fiscale doivent, dans le cadre de l'exercice de leurs droits suscités, faire le constat d'un délit de flagrance fiscale s'ils se heurtent à l'un des cas de flagrance fiscale susmentionnés.



2. AVAL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Sous peine de nullité, la procédure de flagrance fiscale ne peut être mise en

application qu'après accord préalable de l'administration centrale, en l'occurrence la Direction des Recherches et des Vérifications.

En effet, le directeur des grandes entreprises ou les directeurs des impôts de wilayas, selon le cas, doivent en cas d'existence de présomptions sérieuses de fraude fiscale, demander au directeur des recherches et vérifications l'autorisation de dresser un procès verbal de constat de flagrance fiscale.

Ce dernier doit se prononcer, dans un délai de quarante-huit (48) heures, par son accord ou son refus de dresser le procès verbal en question et ce, en fonction de l'existence effective ou non d'un flagrant délit de fraude fiscale.

L'absence de réponse dans le délai susmentionné est considérée comme un refus implicite.

3. ACCES DIRECT AUX DOCUMENTS

Etant donné que c'est à l'administration fiscale que revient la charge de prouver l'existence effective d'un délit de flagrance fiscale, la législation fiscale en vigueur permet aux agents de l'administration fiscale un accès direct aux documents comptables, financiers et sociaux des personnes concernées, en temps réel et ce, dans le but de déceler d'éventuels éléments susceptibles de confirmer l'existence de la fraude.

4. REDACTION DU PROCES VERBAL DE FLAGRANCE FISCALE :



Le contribuable pris en flagrant délit de fraude fiscale, et après l'accord préalable du Directeur des Recherches et des Vérifications, fait immédiatement l'objet d'un procès-verbal de flagrance fiscale.

Ce dernier doit être signé par les agents habilités, en l'occurrence, ceux ayant au moins le grade d'inspecteur et dument assermentés, et contresigné par le contribuable auteur de l'infraction.

Dans le cas où ce dernier refuse de signer, la mention « refus de signature » est portée sur le procès verbal. L'exemplaire original de ce procès verbal est conservé par l'administration des impôts et une copie de ce PV est remise au contribuable.



Les conséquences de la procédure

La procédure de flagrance fiscale entraîne des conséquences fiscales au regard des régimes d'imposition, des procédures de contrôle et du droit de reprise, à savoir:



- La possibilité d'établissement d'une saisie conservatoire par l'administration ;

Une fois le procès-verbal de flagrance fiscale dressé, l'administration fiscale peut pratiquer une saisie conservatoire à l'encontre du contribuable verbalisé. Cette saisie peut porter, notamment, sur des biens meubles ou immeubles ou sur des comptes bancaires ou des valeurs mobilières conformément aux textes en vigueur.

- L'exclusion du bénéfice de la franchise de la TVA et des régimes dérogatoires ;
- La possibilité de renouveler une vérification de comptabilité achevée ;

- La possibilité d'élargissement des durées de vérification sur place ;
- La prorogation du délai de prescription de deux (2) ans ;
- L'exclusion du droit au sursis légal de paiement de 20 % et de l'échéancier de paiement ;
- L'inscription au fichier national des fraudeurs ;
- L'application des amendes prévues par l'article 194 ter du code des impôts directs et taxes assimilées.

Les garanties offertes aux contribuables

En dépit des prérogatives accordées aux agents de l'administration lors d'une flagrance fiscale, la législation fiscale a offert aux contribuables, dans un souci d'éviter un abus de droit, les garanties ci-après:

- 1) Obligation pour l'administration de fournir la preuve que les agissements du contribuable ou sa situation menacent le recouvrement de la créance fiscale future.

- 2) Le contribuable ayant fait l'objet d'un procès-verbal de flagrance fiscale, peut saisir la juridiction administrative compétente, dès la réception de ce



dernier, conformément aux procédures en vigueur prévues par le code des procédures civiles et administratives.

- 3) Obtention de la main levée sur les biens objet d'une saisie conservatoire dans les cas ci-après :

- Si après réclamation, le juge prononce la mainlevée ;
- S'il procède au paiement des impositions dues au titre de l'exercice ou de la période comprenant celle couverte par le procès-verbal de flagrance.



LA SAISIE CONSERVATOIRE

(Art 646 à 666 du CPCA)

La saisie conservatoire est définie par les articles suscités du code des procédures civiles et administratives comme étant une procédure pratiquée par un créancier à l'égard de son débiteur et qui consiste à mettre sous la main de la justice les biens mobiliers corporels et immobiliers dudit débiteur afin de l'empêcher d'en disposer.

BON À SAVOIR

Au plan fiscal, la saisie conservatoire permet à l'administration de sécuriser ses créances fiscales et d'éviter une organisation d'insolvabilité par les contribuables.

En effet, l'agent de l'administration fiscale compétent peut demander, par requête motivée, datée et signée, qu'une ordonnance, portant saisie conservatoire des biens mobiliers ou immobiliers du contribuable débiteur, soit rendue, à condition que cet agent soit porteur d'un titre de créance ou qu'il justifie d'une créance paraissant fondée et qu'il craint la perte de la garantie de ses droits.

Ladite saisie est effectuée en vertu d'une ordonnance sur requête rendue par le président du tribunal du domicile du contribuable ou du lieu de la situation des biens à saisir.

Il existe six (6) types de saisie conservatoire, à savoir :

1. La saisie conservatoire des biens meubles :

Mesure de garantie qui tend à rendre indisponible, les biens mobiliers corporels du redevable débiteur ;

2. La saisie conservatoire du fonds de commerce :

Mesure de garantie qui tend à rendre indisponible les éléments corporels ou incorporels du fonds de commerce du redevable débiteur ;

3. La saisie conservatoire des biens immeubles :

Mesure de garantie qui tend à rendre indisponible les biens immobiliers du redevable débiteur ;

4. La saisie-arrêt conservatoire :

Le receveur peut faire une saisie-arrêt conservatoire, entre les mains du tiers saisi, des effets mobiliers, des actions, des parts de bénéfices de société, des bons de caisse ou des créances appartenant à son débiteur ;

5. La saisie foraine :

Cette mesure permet au receveur, de saisir les biens mobiliers appartenant à son débiteur forain, se trouvant dans sa circonscription.

Cette procédure ne peut être employée que si le débiteur n'a pas de domicile fixe, ou de résidence habituelle dans la commune où est pratiquée la saisie ;

6. La saisie revendication :

Le receveur des impôts ne peut avoir recours à cette procédure que dans le cas où il est visé d'appréhender des effets mobiliers détournés ou enlevés après saisie-exécution.

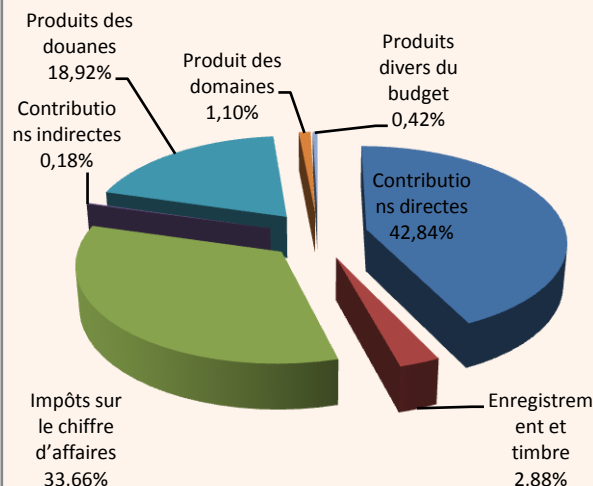
Le chiffre de La Lettre

Les recettes ordinaires affectées au budget de l'Etat pendant le premier semestre de l'année 2013 s'élèvent à 1086 ,1 MDS/DA. Comparativement à la même période de l'année 2012, ce montant dégage une plus value de 67,1 MDS/DA, soit un taux d'évolution de 7%. En outre, ce montant dépasse les objectifs de la loi de finances pour 2013 de 155,379 MDS/DA, soit un taux de réalisation de 117%.

Les résultats de ce premier semestre se justifient par :

- 1- La fiscalité collectée à l'intérieur (DGI) qui passe de 683,9 MDS/DA au 30/06/2012 à 644,4 MDS/DA au 30/06/2013, soit une moins value de 39,5 MDS/DA.
- 2- La fiscalité collectée à l'importation (429,7 MDS/DA) enregistre une plus value de 107,4 MDS/DA comparativement aux six premiers mois de l'année 2012 (322,3 MDS/DA). La croissance du niveau des importations explique cette évolution positive.

Fiscalité ordinaire affectée au budget de l'Etat au 30/06/2013



التلبّس الجبائي،

من أجل رقابة جبائية أكثر فعالية

الافتتاحية

في هذا السياق، تم إنشاء إجراء التلبّس الجبائي بموجب قانون المالية التكميلي لسنة 2010 في مواد 07 و 18 وتعزيزه بالمادة 12 من قانون المالية لسنة 2013.

يمنح هذا الإجراء للإدارة الجبائية وسائل أكثر فعالية وردعية من شأنها أن تضع حدًا للغش والتهرب الجبائيين وذلك بمرافقتها بإطار قانوني يسمح لها خلال ممارسة حق المعاينة والرقابة والحجز... إلخ، من التدخل ووقف عملية الغش الجبائي الجارية ومعاينة جنحة التلبّس وهذا حتى قبل انقضاء أجل الالتزامات التصريحية.

تبعاً لهذه المعاينة، وفي ظل وجود قرائن واضحة للغش وبعد موافقة الإدارة المركزية، يخضع المكلف بالضريبة لمحضّر تلبّس جبائي.

كونه إجراء جديد، يهدف هذا العدد من رسالة المديرية العامة للضرائب إلى تعميم مفهوم التلبّس الجبائي في أبعاده التعريفية والإجرائية وكذا الضمانات الناتجة عنه لفائدة المكلفين بالضريبة قصد تفادي كل تعسف في استعمال الحق.

ع. راوية
م. ع. ض.

على غرار كل بلد مهتم بتحديث نظامه الجبائي، تعمل الجزائر على أن يكون نظامها جذاباً ومتطابقاً بشكل دائم مع المتطلبات الاجتماعية والاقتصادية للبلد، وذلك بالسهر على التوزيع العادل للعبء الجبائي المفروض على كافة المكلفين بالضريبة، الحفاظ على مصالح الخزينة العمومية و كذا ترسيخ الوعي الجبائي.

انطلاقاً من كون النظام الجبائي الجزائري نظاماً تصريحي، والذي من خلاله يقوم المكلفين بالضريبة بالتصريح من تلقاء أنفسهم بالأسس الخاضعة للضريبة، قد تم استحداث مجموعة من إجراءات الرقابة قصد التأكد من صحة التصريحات المكتتبة وعند الاقتضاء القيام بالتصحيحات والعقوبات المفروضة.

و عليه، يواصل بعض المكلفين بالضريبة ذوي النية السيئة انتهاج مختلف الممارسات الهادفة إلى التهرب من الخضوع للضرائب المستحقة عليهم، لاسيما ممارسة نشاط خفي، الشراء أو البيع دون فاتورة و تحويل وجهة الامتيازات الجبائية الممنوحة لهم.

من أجل محاربة كل هذه الممارسات، تتزوّد الإدارة الجبائية بشكل دائم بإجراءات جديدة بغية محاربة كل هذه الظواهر المضرة بالخزينة العمومية.





التلبس الجبائي وسيلة رقابة لأجل نتائج جيدة

أ. معاينة و إيقاف عملية غش جارية:

إن الإدارة الجبائية التي كان ينقصها إطار قانوني يسمح لها بتصحيح حالات الغش المعنية خلال ممارسة حقوقها

كالمعاينة والحجز والتحقيق والإطلاع والرقابة، قد أصبحت مزودة بإجراء التلبس الجبائي الذي يمنحها المجال

للتصدي في الوقت المناسب لكل محاولة غش منظمة من قبل المكلف بالضريبة.

ب. مراقبة النشاطات القصيرة المدى:

من خلال هذا الإجراء الجديد، يمكن للإدارة أن تتصرف بشكل فعال في مواجهة الشركات القصيرة المدى التي تم تأسيسها لهدف واحد ألا وهو التهرب الجبائي، حيث أنه يسمح لها بمراقبة فترة الخضوع للضريبة غير مكتملة وذلك بالتدخل حتى قبل انتهاء الأجل المتعلق بالالتزامات التصريحية.

ت. تعزيز التحصيل:

فضلا عن ما سبق ذكره، يسمح هذا الإجراء للإدارة بضمان تحصيل الديون الجبائية المستقبلية عن طريق التصدي لعملية تنظيم الإعسار من قبل المكلفين بالضريبة الغشاشين، وهذا من خلال إعداد محضر تلبس جبائي مع إمكانية تنفيذ الحجز التحفظي على الأملاك.

تقديم وثائق ومستندات محاسبية تنتزع من المحاسبة قيمتها الإثباتية وكذا استعمال برامج محاسبية لأغراض الغش؛

- ارتكاب المخالفات المرتبطة بالتشريع والتنظيم التجاري وكذا الخاص بالعمل؛
- تحويل الامتيازات الجبائية الممنوحة بصدد الأنظمة الخاصة.

3. ما هي أهداف إجراء التلبس الجبائي؟



تختلف أهداف إجراء التلبس الجبائي من معاينة الغش الجبائي إلى غاية ضمان التحصيلات وهذا مروراً برقابة صارمة للنشاطات القصيرة المدى.

1. ما هو التلبس الجبائي؟

يعتبر التلبس الجبائي إجراء رقابة غير مستقل، حيث أنه ينفذ في إطار حق المعاينة أو التحقيق أو الحجز أو الإطلاع أو الرقابة، والذي من شأنه أن يسمح للإدارة الجبائية بالتدخل لوضع حد لجنحة الغش الجبائي الجارية وذلك حالما تتوفر المؤشرات الكافية حتى قبل انقضاء أجل الالتزامات التصريحية.

2. ما هي حالات جنحة التلبس الجبائي؟

تعتبر حالات تلبس جبائي، الممارسات التالية:

- ممارسة نشاط ما دون أن يتم التصريح به لدى المصالح الجبائية؛
- إصدار فواتير و سندات تسليم أو أي وثيقة لا تتطابق مع البضائع أو الخدمات التي تم تسليمها فعلا؛
- ارتكاب مخالفة بيع وشراء البضائع دون فواتير، وهذا مهما كان مكان امتلاكها وتخزينها وإيداعها؛



تطبيق إجراء التلبس الجبائي

4. تحرير محضر التلبس الجبائي:



إن المكلف بالضريبة المثبت ضده جنحة التلبس الجبائي، و بعد موافقة مدير الأبحاث و المراجعات ، سيخضع بشكل مباشر لمحضر التلبس الجبائي.

يجب أن يكون هذا المحضر موقع من قبل الأعوان المؤهلين الذين لديهم رتبة مفتش على الأقل والمحلين قانونا وأن يكون موقع من جهة ثانية من قبل المكلف بالضريبة صاحب المخالفة.

في حالة ما رفض هذا الأخير التوقيع، يتم تدوين عبارة "رفض التوقيع" في المحضر.

يتم حفظ النسخة الأصلية من هذا المحضر من قبل إدارة الضرائب وتسلم نسخة منه للمكلف بالضريبة.

وعليه، يجب على مدير كبريات المؤسسات ومدرء الضرائب الولائيين، حسب الحالة ، القيام بطلب لدى مدير الأبحاث والمراجعات للترخيص لهم بإعداد محضر معاينة جنحة التلبس الجبائي اذا ما تبين وجود قرائن واضحة للغش الجبائي

يتعين على هذا الأخير أن يقوم بالرد في غضون 48 ساعة بالقبول أو بالرفض لإعداد المحضر المذكور، وهذا حسب التواجد الفعلي أو عدمه لجنحة التلبس الجبائي.

يعتبر عدم الرد في الأجل المذكور أعلاه، رفض ضمني.

3. الإطلاع المباشر على الوثائق:

بما أن إثبات الوجود الفعلي لجنحة التلبس الجبائي يعود على الإدارة الجبائية ، يسمح التشريع الجبائي الساري المفعول لأعوان الإدارة الجبائية بالإطلاع المباشر و في الوقت المناسب على الوثائق المحاسبية والمالية والاجتماعية للأشخاص المعنيين، وهذا بغية الكشف عن عناصر ما من شأنها تأكيد وجود الغش.

1. معاينة جنحة الغش الجبائي في حالة تلبس :



طالما أن إجراء التلبس الجبائي هو غير مستقل، فإن معاينة جنحة الغش الجبائي تتم في إطار الإجراءات المتواجدة مسبقا، ألا وهي حق المعاينة والحجز والتحقيق والإطلاع والرقابة.

حيث أنه، يجب على أعوان الإدارة الجبائية، في إطار ممارسة حقوقهم المذكورة أعلاه، معاينة جنحة التلبس الجبائي إذا لاحظوا حالة من حالات التلبس الجبائي المذكورة أنفا.

2. موافقة الإدارة المركزية:

تحت طائلة البطلان ، لا يمكن تطبيق إجراء التلبس الجبائي إلا بعد الموافقة المسبقة للإدارة المركزية وبالتحديد، مديرية الأبحاث والمراجعات.

www.mfdgi.gov.dz